

Le monde doit se mobiliser pour exploiter le plein potentiel de l'économie numérique

Les pouvoirs publics doivent se mobiliser pour aider les particuliers et les entreprises à adopter plus largement l'Internet, et lever les obstacles réglementaires à l'innovation numérique, faute de quoi ils risquent de se priver des avantages socio-économiques potentiellement considérables de la cyberéconomie, selon le message que l'OCDE a adressé ce jour aux Ministres et hauts représentants de près de 40 pays.

En ouverture de la Réunion ministérielle de 2016 de l'OCDE sur l'économie numérique, qui se tient à Cancun (Mexique), le Secrétaire général de l'Organisation, M. Angel Gurría, a déclaré que les législations et politiques nationales, tous domaines confondus, de l'éducation à l'investissement, marquaient un retard par rapport au rythme rapide de l'innovation numérique. Pour réduire la fracture numérique, les pays doivent remédier au ralentissement de l'investissement dans les technologies de l'information et des communications (TIC), étendre les infrastructures Internet haut débit et améliorer les compétences numériques. (Lien vers le webcast)

« De trop nombreux pays font le choix d'une approche du XXIe siècle pour aborder une technologie du XXIe qui évolue à un rythme sans précédent », a observé M. Gurría. « Certes, l'Internet bouleverse en profondeur les modes de vie et de travail, mais il recèle également un potentiel considérable qui n'attend qu'à être exploité. Plus nous demeurerons frileux à l'égard de l'économie numérique, plus nos sociétés tarderont à en récolter les fruits. » (lire le discours)

En 2013, la transformation numérique a enregistré un double record, avec l'accès à l'Internet haut débit pour 80 % des habitants des économies avancées, et des ventes de smartphones qui ont dépassé celles des téléphones mobiles traditionnels. Ce cap décisif a marqué l'avènement de l'ère de l'informatique mobile omniprésente, ouvrant la voie aux services bancaires en ligne, au commerce électronique et aux plateformes de services aussi variées que l'autopartage ou la location de logements. Un phénomène d'ampleur telle qu'il est devenu urgent de travailler de concert afin d'évaluer comment exploiter au mieux les opportunités qui se font jour.

Quatre milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'Internet ; les Nations unies ont fixé pour objectif de les connecter d'ici 2020. Autre constat : trop peu d'entreprises adoptent les technologies numériques avancées telles que les outils de gestion de la chaîne logistique, pourtant susceptibles de doper l'efficacité et l'innovation. Par exemple, moins de 30 % des petites et moyennes entreprises (PME) des pays de l'OCDE ont recours au Cloud computing. Les coûts associés aux infrastructures numériques et aux données, et les inquiétudes soulevées par les risques de sécurité et la protection de la vie privée sont autant de freins à l'investissement.

Si 27 des 34 pays membres de l'OCDE disposent d'une stratégie numérique nationale, son élaboration n'a pas donné lieu à une consultation transfrontière suffisante. Or une coordination accrue faciliterait la prise en charge de problématiques épineuses - sécurité, protection de la vie privée, obstacles réglementaires - qui brident l'essor des plateformes

mettant en relation les particuliers ou des services tels que la télé-médecine.

Sans compter que le degré d'ouverture de l'Internet ne manquera pas d'influer sur le potentiel de l'économie numérique. Selon le rapport One Internet de la Commission mondiale sur la gouvernance de l'Internet (GCIG), présentée à la Ministérielle, l'Internet, s'il est accessible et ouvert, pourrait générer des revenus annuels de plusieurs milliers de milliards de dollars. À l'inverse, un Internet fragmenté passerait sur l'investissement, les échanges et le PIB, et entraverait la libre expression et l'accès à la connaissance.

L'économie numérique en chiffres :

La GCIG estime que, fin 2015, 43 % de la population mondiale accédaient régulièrement à l'Internet, tandis que 4 milliards de personnes ne le pouvaient pas - les trois quarts d'entre elles résidaient dans 20 pays. Le prochain milliard de personnes à accéder à l'Internet se connectera probablement par le biais de dispositifs mobiles. Le Danemark, l'Islande et la Norvège affichent les taux de connectivité les plus élevés - plus de 95 % de leur population adulte en 2014.

(Voir Stimulating Digital Innovation for Growth and Inclusiveness.)

Au cours de la période 2001-13, les investissements des pays de l'OCDE dans les TIC, notamment les dépenses d'infrastructure, les investissements dans les installations de transmission et les dépenses logicielles des entreprises, ont chuté de 3,4 % à 2,7 % du PIB (passant de 14,8 % à 13,5 % de l'investissement total). Les études menées par l'OCDE au niveau des entreprises révèlent que, pour porter leurs fruits, les dépenses en TIC doivent s'accompagner d'investissements dans le développement des compétences et de dépenses connexes visant à intégrer les technologies numériques avancées aux modèles économiques et aux processus d'entreprise.

(Voir New Markets and New Jobs.)

En 2014, près de 95 % des entreprises des pays de l'OCDE avaient accès au haut débit, 76 % disposaient d'un site web et 50 % pratiquaient le commerce électronique. Parmi les entreprises de plus de 250 salariés, 40 % avaient recours au Cloud computing, contre moins de 30 % des PME. Un chiffre préoccupant, si l'on sait que le ralentissement de la diffusion des nouvelles technologies et des connaissances, des entreprises à la frontière vers les entreprises à l'intérieur, pourrait être à l'origine de la baisse actuelle de la productivité. Les études de l'OCDE montrent par ailleurs que les entreprises qui exploitent et analysent les données collectées notamment à partir des capteurs placés sur les équipements peuvent accroître la productivité de la main-d'œuvre de 5 à 10 %.

(Voir Stimulating Digital Innovation for Growth and Inclusiveness.)

Les pays de l'OCDE affichent en moyenne 28,8 abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants, avec des moyennes nationales qui s'échelonnent entre 11,2 % au Mexique et 50,5 % en Suisse.

(Fichier Excel des données afférentes aux abonnements au haut débit fixe et mobile, juin 2015)

Â· On compte en moyenne 85,5 abonnements au haut d'Ã©bit mobile pour 100 habitants dans les pays de lâ€™OCDE, avec des chiffres allant de 34,4 % en Hongrie Ã 138,8 % en Finlande.

(Fichier Excel des donnÃ©es affÃ©rentes aux abonnements au haut d'Ã©bit fixe et mobile, juin 2015)

Â· Dans les pays de lâ€™OCDE, la part de la fibre dans les abonnements au haut d'Ã©bit fixe s'Ã©lÃ©ve Ã 17,9 %, contre 31,5 % pour le cÃ¢ble et 47,6 % pour la technologie DSL. La part de la fibre dans le total des abonnements au haut d'Ã©bit va de 0,2 % en GrÃ©ce Ã 72,6% au Japon.

(Fichier Excel des donnÃ©es relatives Ã la part de la fibre dans les abonnements au haut d'Ã©bit, juin 2015)